



Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC
DE FOURNITURES**

Fourniture de chaussures
professionnelles pour le Crous
de l'académie de Versailles

**Cahier des clauses particulières
(CCP)**









Consultation n°

2025006

SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS.....	3
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
8. PENALITES	15
9. AUTRES STIPULATIONS	16
10. DIFFERENDS et LITIGES.....	16
11. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ACCORD-CADRE

 Objet de l'accord-cadre	Fourniture de chaussures professionnelles pour le Crous de l'académie de Versailles
 Acheteur	Crous de de Versailles
 Type de l'accord-cadre	Accord-cadre de fournitures à bons de commandes
 Structure	Marché unique (lot unique)
 LieuX d'exécution	Sites distants du Crous de l'académie de Versailles (départements 78, 91, 92 et 95)
 Durée	48 mois (12 mois + 3 reconductions tacites de 12 mois)
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Accord-cadre	<p>: Conformément à l'article L.2125-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre est une « technique d'achat » qui permet à l'acheteur de « procéder à la présélection d'opérateurs économiques susceptibles de répondre à son besoin ou permettre la présentation des offres ou leur sélection, selon des modalités particulières ».</p> <p>Cet accord-cadre fait référence au CCAG Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021.</p>
Acheteur	: L'acheteur désigné dans l'accord-cadre agit en tant que Pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre de l'accord-cadre pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues l'accord-cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

L'accord-cadre porte sur les fournitures suivantes : Fourniture de chaussures professionnelles pour le Crous de l'académie de Versailles

■ Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont les **sites de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines, Cergy, Nanterre, Paris-Saclay, des Hauts de Bièvre et d'Evry gérés par le Crous de Versailles et répartis sur les départements du 78, 91, 92 et 95.**

■ Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

- l'acte d'engagement et l'annexes financière,
- le présent Cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes éventuelles,
- l'offre technique du titulaire,
- les actes modificatifs.

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent Cahier des Clauses Particulières, sont réputées connues de chacune des parties.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur, le **Crous de l'académie de Versailles**, représenté par Monsieur Emmanuel Parisis, Directeur général.

Adresse et coordonnées :

145 bis, boulevard de la Reine - 78000 Versailles

Téléphone : 01 39 24 52 00 - Courriel : achat@crous-versailles.fr

Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>

Profil acheteur : [https:// www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr)

3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ Décomposition de la prestation et forme De l'accord-cadre,

La consultation fait l'objet d'un lot unique. L'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes et la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande.

■ Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un marché de **fournitures**.

■ Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'Article R.2162-4 2° du Code de la Commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 140 000 (cent quarante mille) € HT sur toute la durée du marché public.

■ Procédure de passation

Il s'agit d'une procédure adaptée en raison du montant des prestations en application de l'article L.2123-1- 1° du Code de la Commande publique.

4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée de l'accord-cadre

L durée d'exécution des prestations est fixée à **12 (douze) mois** à compter du 23/03/2025 (ou de la date de notification si celle-ci est ultérieure).

Le marché est reconductible de manière tacite 3 (trois) fois par période de 12 (douze) mois.

La durée totale du marché public ne peut excéder 48 (quarante-huit) mois.

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) 2 (deux) mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction de l'accord-cadre selon les dispositions du Code de la Commande publique.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, au-delà-si nécessaire.

■ Délais d'exécution des prestations

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre dans le respect des dispositions de l'Article R.2162-5 du Code de la Commande publique.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de notification du bon de commande correspondant. La date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement de la prestation.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou jusqu'à la date de fin d'exécution du dernier bon de commande émis.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix de l'accord-cadre

■ Forme et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires.

Les prix de l'accord-cadre comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais de conditionnement, de stockage, d'emballage, d'assurance et de transport (livraison) ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;

■ TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'Article 269 du Code général des impôts.

■ Variation des prix

Les prix du BPU sont révisables à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,20 + (0,80 \times S / So)]$$

dans laquelle :

dans laquelle :

- $P(n)$ = prix révisé HT
- $P(o)$ = prix HT initial réputé établi sur la base des conditions économique du Mois zéro (M0)
- So = valeur de l'indice à la date (le mois) de la date limite de remise des offres ou de la dernière révision
- S = valeur de l'indice parue à la date de révision du marché (date anniversaire du début d'exécution des prestations)

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 (trois) décimales au millième supérieur.

L'indice de référence est le suivant :

Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 15.20 – Chaussures
Identifiant 010765146

■ **Modalité de transmission des demandes de révisions et périodicité de révision des prix**

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul notamment la valeur des indices, le coefficient de révision accompagné des calculs ayant permis sa détermination, les mois de références, le taux et le montant de la revalorisation.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 (trois) décimales au millième supérieur.

A cette demande de révision, le titulaire adresse une nouvelle DPGF et un nouveau BPU du lot concerné, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent marché. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de du CROUS de Versailles vaut acceptation. A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante jusqu'à la date de la prochaine révision.

Le Titulaire fait parvenir sa demande par mail à l'adresse suivante : achat@crous-versailles.fr

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

■ **Clause butoir**

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 4% du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

■ **Clause de sauvegarde**

En tout état de cause, si l'évolution des prix est supérieure à 4 % par rapport au prix initial de l'offre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

■ **Offres promotionnelles**

En cours d'exécution, les prix figurant à l'accord-cadre peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le

titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies à l'accord-cadre.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis à l'accord-cadre. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **Rabais et remise**

Les prix des prestations non référencées au bordereau des prix unitaires sont traités sur la base des taux de rabais ou de majorations appliqués au catalogue des tarifs en vigueur du titulaire annexé à l'acte d'engagement.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT (cinquante mille euros hors taxes) et le délai d'exécution supérieur à 2 (deux) mois. Le taux de cette avance est fixé à 5 % (cinq pour cent). Le taux de l'avance passe à 10 % (dix pour cent) si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'Article R. 2191-7 du Code de la Commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65 % (soixante cinq pour cent) et 80 % (quatre-vingt pur cent) d'avancement des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET) ;
3. Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
4. La référence du marché;
5. Le numéro du bon de commande;
6. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement (cf. liste jointe en annexe) ;
7. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations ;
8. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des prestations réalisées ;
9. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
10. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée
11. Le cas échéant, les modalités de règlement.

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'Acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée sur la **plateforme ChorusPro**.

■ Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations (service fait).

■ Régime des paiements

Les prestations de l'accord-cadre sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 (trente) jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Caractéristiques de la fourniture

■ Caractéristiques générales

La fourniture, objet du marché, comprend des chaussures de sécurité fournies aux personnels pour l'exécution de leurs tâches professionnelles, à savoir celles relevant de :

- La restauration (cuisiniers, magasiniers, serveurs, plongeurs, caissiers, agents polyvalents)
- Les autres métiers inhérents au fonctionnement d'un restaurant universitaire
- Les métiers liés à l'hébergement des étudiants (agents administratifs, agents techniques, veilleurs de nuit)

Les produits seront de caractéristiques (notamment de qualité) constantes pendant toute l'exécution du marché.

■ Règlements et normes

Les produits doivent être conformes à la législation et à la réglementation française en vigueur ainsi qu'aux spécifications techniques et aux normes françaises et européennes homologuées ou équivalentes à la date de vente des articles concernés.

Dans le cas où de nouvelles dispositions réglementaires entreraient en vigueur pendant la période d'exécution du marché, les fournitures devront être adaptées afin de répondre à ces nouvelles réglementations.

Le titulaire est garant du respect de la réglementation et des normes. Il doit apporter conseil et informations réglementaires au pouvoir adjudicateur.

■ Description de la fourniture

Durant toute la durée du marché, le titulaire met continuellement à disposition du Crous de Versailles les

fiches techniques de chaque article.

Les fiches techniques comportent, au minimum :

- Photo de l'article ;
- Descriptif de l'article ;
- Caractéristiques de l'article ;
- Normes et labels ;
- Composition ou matériaux utilisés ;
- Coloris ;
- Tailles / Pointures ;
- Instruction de nettoyage, d'entretien et de stockage.

6.2. Communication entre le titulaire et le Crous de Versailles

Périmètre de communication entre le titulaire et le Crous de Versailles	Principal interlocuteur au sein du Crous de Versailles
Lieu de restauration ou d'hébergement (exemple : pour passation de commande)	<i>Cf. la liste qui sera transmise lors de la réunion de lancement du marché</i>
Supervision de l'exécution « technique » du marché	Service Prévention Courriel : prevention@crous-versailles.fr
Règles des marchés publics	Service Commande publique Courriel : achat@crous-versailles.fr
Facturation (hors dépôts des factures, celles-ci devant l'être exclusivement sur la plateforme Chorus)	Service Financier Courriel : financier@crous-versailles.fr

La communication entre le Crous de Versailles et le titulaire peut se faire par messagerie électronique, y compris la transmission des bons de commande, le cas échéant.

6.3. Les commandes de fournitures

■ Fourniture sur BPU

Le BPU liste les différents articles et leurs prix.

Le Crous de Versailles privilégie la passation des commandes :

- via le contact commercial fourni dans le CRT pour les commandes annuelles et ponctuelles,
- ou
- via les dispositions proposées par le titulaire dans le CRT (plateforme de commande, site internet...)

Le process de commande sera validé par le Pouvoir adjudicateur lors de la réunion de lancement du marché.

Les commandes correspondant aux besoins des établissements et conformes aux dispositions du présent cahier des charges sont passées au moyen de bons de commandes qui comportent :

- La désignation de la fourniture ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de bon de commande ;
- La quantité commandée ;
- Le lieu et la date de livraison ;
- La validation (signature manuscrite ou signature électronique) du Directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant.

■ Fourniture hors BPU : sur catalogue ou offre promotionnelle

En cas de besoins nouveaux ou spécifiques se rapportant à une fourniture non référencée dans le BPU, il peut être recouru au catalogue du titulaire.

Le titulaire du marché doit fournir le nouveau tarif public auquel doit être joint le catalogue en cours présentant les produits et comportant notamment les prix correspondants aux articles référencés dans le BPU.

Le prix de la fourniture hors BPU est le prix du catalogue en cours, éventuellement assorti d'une remise précisée au BPU (proposition de remise sur catalogue).

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au Crous, à tout moment, des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle sur les fournitures du présent marché. Il notifie ces offres dès leur parution en précisant leurs dates de validité.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

Ces offres promotionnelles sont considérées comme faisant partie intégrante du catalogue du titulaire.

NB : Dans le bordereau de prix, le candidat doit renseigner le pourcentage de remise hors BPU qu'il consent à appliquer aux produits présents dans son catalogue. Cet élément n'est qu'indicatif et n'aura aucune incidence dans les critères d'analyse et de sélection des offres.

En cas de besoin occasionnel, l'unité de gestion restauration ou hébergement pourra commander un produit non prévu dans le BPU sur le catalogue. Dans ce cas, le prestataire établit un devis détaillé et chiffré mentionnant :

- Le descriptif du produit
- Le prix unitaire
- Le délai de livraison en jours calendaires.

La remise catalogue sera alors appliquée au tarif public. Ce devis sera validé par le représentant de la commune désigné à cet effet et donnera lieu à l'édition d'un bon de commande.

6.4. Suivi des fournitures

Le titulaire du marché a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des références figurant au bordereau de prix unitaires.

Le titulaire du marché peut cependant, au cours du marché, proposer :

■ Remplacement d'articles non disponibles

Dans le cas où un article commandé ne serait pas ou plus disponible auprès du titulaire, ce dernier s'engage à fournir au Crous de Versailles un article équivalent ou supérieur en qualité selon le prix fixé au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

■ Statistiques

Afin d'obtenir un suivi précis de ses dépenses, le Crous de Versailles se réserve le droit de demander au titulaire un récapitulatif des fournitures livrées annuellement, le montant des achats facturés article par article en précisant le libellé des articles, le prix unitaire HT et les quantités.

6.5. Modifications des prestations

Les prestations indiquées au présent CCP sont susceptibles d'évoluer en cours de marché. Chaque aménagement technique et ou changement financier en plus-value ou moins-value fera l'objet d'un acte modificatif signé des deux parties.

L'introduction de nouveaux produits, tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre du marché. Il s'agit notamment

de nouveaux produits devant remplacer d'autres produits figurant au catalogue destiné à l'ensemble de sa clientèle ou devant répondre à un besoin nouveau ou spécifique du Crous. En cas de substitution d'un produit par un autre, les nouveaux produits devront être de qualité équivalente ou supérieure aux produits remplacés. Les conditions tarifaires de référence sont celles du marché.

Les articles non prévus au marché donneront lieu à un devis approuvé par le service des achats du Crous de Versailles. Le prestataire s'engage à accepter toutes modifications de prestations.

6.6. Conditions, délais et lieux de livraison

■ Conditions de livraison

Les livraisons seront effectuées aux frais et risques du titulaire. Elles doivent être conformes aux bons de commandes.

Les livraisons auront lieu sur les sites distants de restauration et d'hébergement gérés par le Crous de Versailles (départements 78, 91, 92 et 95) et dont la liste sera transmise lors de la réunion de lancement du marché. Aucune quantité minimale ne saurait être imposée.

En cas de force majeure (problème de circulation avéré, accident, ...), la personne chargée de la livraison préviendra immédiatement par téléphone l'unité de gestion à livrer.

Tout manquement répété relatif aux conditions de livraison définies entre les responsables des établissements et le titulaire, dûment signalés, seront considérés comme infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

■ Délais de livraison

Le titulaire renseigne ses délais de livraison dans le Cadre de Réponses techniques.

Le délai de livraison devra être mentionné sur le devis pour les commandes sur catalogues (hors BPU).

■ Prolongation du délai de livraison

Si le titulaire est dans l'impossibilité de tenir les engagements ci-dessus, faute d'avoir fourni par écrit une justification recevable, le Crous est autorisé à appliquer les pénalités listées au présent CCP.

6.7. Transfert de risques

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire du marché prendra à sa charge l'assurance perte, vol ou destruction durant le transport des commandes jusqu'à leur réception sur le site de livraison.

6.8. Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au présent CCP.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues à l'accord-cadre, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer de l'accord-cadre

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations à l'accord-cadre dans les conditions prévues aux Articles 27 à 29 e du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'Article 28 du CCAG-FCS, le Crous de Versailles n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications. L'acheteur (ou son représentant) effectue ces vérifications lors de la fin de l'exécution des prestations.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, en cas de non-conformité entre la description de la prestation et le bon d'exécution de la prestation établi par le titulaire, l'acheteur (ou son représentant) se réserve le droit de rectifier le bon d'exécution de la prestation et de prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'Article 30 du CCAG-FCS.

Le délai imparti au Crous de Versailles pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 15 (quinze) jours à compter de la livraison des fournitures. A défaut de décision, dans ce délai de 15 jours, l'admission est réputée acquise.

6.9. Clause de réexamen

En cours d'exécution, le périmètre de l'accord-cadre peut être modifié sans faire l'objet d'une modification de l'accord-cadre.

En cas d'ajout de prestations à l'accord-cadre en lien avec l'objet du marché et restant dans le périmètre de l'activité du titulaire, le titulaire doit fournir à l'acheteur un devis correspondant, dans les meilleurs délais ; après acceptation, le détail des prix sera appliqué en conséquence.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Confidentialité et protection des données personnelles

Le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Pour l'exécution du marché public le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :

En application de l'Article 13 du RGPD, les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, compétences, expériences) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre/MAPA sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s) par le responsable de traitement opérationnel du Crous de l'académie de Versailles.

Identité du responsable de traitement et de son représentant :

Crous de l'académie de Versailles
145 bis boulevard de la Reine – BP 563
78005 Versailles cedex
représenté par son Directeur général

Coordonnées du délégué à la protection des données : dpo@crous-versailles.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'Article 6 du RGPD.

Finalité du ou des traitements :

Suivi de la présente procédure de passation, attribution des lots de l'accord-cadre/MAPA ainsi que permettre au Crous de Versailles d'assurer ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires :

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur et au maître d'œuvre, en charge de la passation puis de l'exécution du présent accord-cadre.

Durée de conservation :

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché ainsi que durant la DUA applicable aux marchés publics.

Conformément aux dispositions des Articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué via l'adresse suivante : dpo@crous-versailles.fr

■ Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet de l'accord-cadre et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet de l'accord-cadre, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

■ Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des Articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du Travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'Article R. 1263-2-1 du Code du Travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'Article L. 5221-2 du Code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

3) Lors de l'attribution et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 (six) mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession) ;

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 (six) mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'Article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance) ;

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

■ Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge de l'acheteur.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent accord-cadre :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent accord-cadre ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption ;

■ Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations dde l'accord-cadre après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC (six cent euros hors taxes).

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues à l'accord-cadre et du respect de toutes les autres obligations de l'accord-cadre. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre.

8. PENALITES

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités sans mise en demeure préalable.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Lorsque la date programmée d'une livraison d'une commande n'est pas respectée, sans que le titulaire ait prévenu le représentant du Pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 (quarante-huit) heures avant la date prévue,	le titulaire encourt une pénalités de retard de 50 € HT par jour de retard. Le point de départ démarre à compter de l'émission du bon de commande.
Au-delà d'un délai de 5 (cinq) jours ouvrés de retard par rapport à la date livraison de la commande,	le titulaire encourt une pénalité équivalente à 50 % du montant total de la commande.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pour tout article manquant et/ou article défectueux,	il sera appliqué une pénalité sur le montant global de la livraison selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 3 à 5 articles concernés : -0.5% sur le montant total de la commande ; • 6 à 10 articles concernés : -2% sur le montant total de la commande ; • > 10 articles concernés : -5% sur le montant total de la commande ;

9. AUTRES STIPULATIONS

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'Article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues à l'accord-cadre après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation de l'accord-cadre, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

L'accord-cadre passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de cet accord-cadre de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent accord-cadre est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet de l'accord-cadre ou de non respect des stipulations de l'accord-cadre par le titulaire, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'Article 41 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Certificat de bonne exécution

Si l'accord-cadre a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution de l'accord-cadre à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

10. DIFFERENDS et LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

■ Règlement à l'amiable

En application des **articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP**, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, **La procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduites en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.**

■ **Règlement juridictionnel**

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Tribunal Administratif de Versailles

Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Référé précontractuel, Référé contractuel, Recours de pleine juridiction

11.DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
2.1	4.1
6.8	28
8	14



Documents et liens utiles :

[Code de la Commande publique \(legifrance\)](#)

[Cahier des Clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures courantes et de Services - Légifrance](#)